

Editorial

"La religion est un don de Dieu. Toutefois, elle est interprétée par des hommes. L'interprétation humaine varie selon les époques et les circonstances; elle est influencée par l'histoire, la société, etc. En conséquence, si la religion est sacrée, la pensée humaine ne l'est pas. Nous avons donc le droit de ne pas être d'accord avec la théorie du Velayat-e Faqih (le gouvernement du sage religieux) avancée par l'Imam Khomeyni". Ces lignes ont paru dans une revue¹ diffusée à Téhéran et à laquelle contribuent des intellectuels de renom. Certes, comme l'affirme le dicton turc, "une rose ne suffit pas pour annoncer le printemps" mais divers exemples montrent que, même s'il se limite à une minorité, le débat n'est pas inexistant dans l'Iran de 1995, un débat qui trouve indirectement des échos dans la presse à grand tirage. Quiconque a visité l'Iran au début des années 1970 pouvait témoigner de la pauvreté de l'édition étroitement surveillée par le système autoritaire de l'époque. Mais ce serait aussi sans doute aller vite en besogne que de conclure, en voulant prendre le contre-pied de ceux qui n'ont que le mot "mollah" à la bouche que la modernité (concept du reste élastique), est à l'oeuvre. Soumis aux lois et contraintes d'un autoritarisme implacable, l'Iran renferme toutefois contradictions et clivages, répression et contestation, dynamisme et lutte (y compris pour le pouvoir) qui échappent souvent à l'observateur occidental, il est vrai rare.

Le dossier qui suit, dû à une initiative de Sétoreh Ghaffari-Farhangi, n'a pas pour ambition de dresser le bilan politique, socio-culturel et économique du régime révolutionnaire iranien. Il se penche plus modestement mais avec minutie sur un site précis : les médias. Ces derniers constituent une composante essentielle de la société. Nouchine Yavari d'Hellencourt qui l'introduit estime que "contrairement au débat avorté de la révolution constitutionnelle auquel n'ont vraiment pris part que l'élite religieuse et laïque, le débat actuel concerne une fraction beaucoup plus importante et hétérogène de la population". Quels sont les enjeux qui sous-tendent discours et pratiques des acteurs sociaux et politiques dans le domaine médiatique ? Quel est l'impact des médias sur l'opinion publique et quel rôle jouent-ils dans les luttes idéologiques menées par les forces en présence ? La mondialisation des médias entraîne-t-elle des risques de tensions sociales et de déstabilisation du pouvoir politique ? Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses questions auxquelles répond ce dossier. Nous y accueillons aussi -nous espérons pouvoir le faire de plus en plus souvent- un chercheur d'origine centrasiatique, Aïgul Kouspanova, qui s'interroge sur le rôle que joue la presse de son pays (le Kazakhstan), dans la (re)construction d'une identité encore fragile.

Dans les études distinctes du dossier, Witt Raczka revient au Kazakhstan, au sujet duquel A. Kouspanova constatait que "les médias représentent le seul contrepoids possible et la seule référence "face à "la toute puissance présidentielle". Il passe en revue les problèmes politiques (particulièrement la démocratisation), les enjeux économique et nucléaire qui se posent dans ce pays géant, dont les clivages ethniques (spécialement entre Kazakhs et Russes) font un cas spécifique en Asie centrale.

Dans une autre république turcophone issue de la dislocation soviétique, en l'espèce l'Azerbaïdjan, les questions de transition politique et économique ne sont pas

¹ Citée par "Tour d'horizon du monde arabe" (établi par P. Balla et K. Abou Diab), Paris, Fondation René Seydoux pour le monde méditerranéen, n°12, sept.-nov. 1995, p. 13.

fondamentalement différentes de celles du Kazakhstan. Un jeune chercheur, Josep Zapater qui s'y est rendu pour mener des enquêtes, se penche sur un drame vécu par ce pays souvent injustement traité par les médias occidentaux: les réfugiés azéris (de l'ordre de 800 000 personnes) ayant fui la guerre meurtrière avec l'Arménie qui occupe un cinquième du territoire de Bakou.

Dimitri Sotiropoulos se penche quant à lui sur la société civile et la bureaucratie dans la Grèce post-autoritaire : la première est caractérisée par une certaine immaturité qui fait de ce pays un cas à part en Europe occidentale, la seconde a du mal à résister aux assauts des élites politiques, qu'elles soient conservatrices ou populistes.

Notre "Champ Libre" est aussi riche et varié que d'habitude, nos rubriques culturelles qui traitent non seulement de l'étonnante vitalité du cinéma iranien mais aussi du cinéma turc (grâce à N. Monceau), s'ouvrent également à une étude sur le roman d'Orhan Pamuk, due à notre ami londonien Andrew Mango.

Nous inaugurons une nouvelle rubrique sur les activités de l'Association française pour l'étude de la Méditerranée orientale et du monde turco-iranien (AFEMOTI), structure éditrice de la publication. Avec cette vingtième livraison nous commémorons le dixième anniversaire de votre revue. La prochaine livraison comportera un dossier sur "L'immigration turque au féminin" et plusieurs articles sur "Le clientélisme de parti en Europe du Sud". Merci de voire fidélité.

Semih Vaner